

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 12 février 1985

La séance est ouverte à 11 heures.

• (1105)

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LES SUBSIDES

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 62 DU RÈGLEMENT—LA
CRÉATION D'EMPLOIS

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap) propose:

Que la Chambre félicite le gouvernement du Manitoba d'avoir adopté des politiques positives de création d'emplois qui ont débouché sur le taux de chômage le plus bas au Canada, et qu'elle exhorte le gouvernement à adopter un programme semblable de développement économique au lieu des politiques honteuses d'augmentations des impôts et de compressions des dépenses qu'il a suivies jusqu'à maintenant et qui sont en grande partie à l'origine des dernières statistiques sur le chômage qui révèlent une augmentation alarmante de 167,000 chômeurs de plus entre décembre 1984 et janvier 1985.

—Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je lance le débat, au nom du Nouveau parti démocratique, sur cette motion d'opposition. Dans un certain sens, cette motion désigne le principal problème de notre pays, celui du chômage.

Si nous regardons autour de nous dans certaines parties du globe, et même certaines régions du Canada, nous voyons des exemples dont le gouvernement fédéral devrait s'inspirer pour élaborer son budget et trouver des moyens de relancer notre économie.

Lorsque j'étais jeune, j'étais un fervent lecteur des romans de Robert Louis Stevenson. Il a écrit un livre intitulé *Le naufrageur*. Ce roman raconte l'histoire d'un groupe de gens peu scrupuleux d'une île du Pacifique Sud qui faisaient de grands feux sur la grève, la nuit. Les navires devaient prendre ces feux pour des phares leur indiquant les endroits où ils pouvaient jeter l'ancre en toute sécurité. Mais comme il y avait des récifs cachés, les grands navires faisaient naufrage lorsqu'ils s'aventuraient dans ces eaux. Ces insulaires peu scrupuleux pillaient alors la cargaison des bateaux et des gens perdaient la vie dans cette aventure.

Je repense à cette histoire lorsque je songe à la nature de ce débat. Le gouvernement fédéral nous dit: «Suivez-nous». La ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{le} MacDonald) nous dit: «Faites-nous confiance. Donnez-nous du temps, car nous vous guidons dans la bonne direction».

Ce genre de politique et de direction ont causé des ravages sur le plan humain. Il me suffit de voir ce qui se passe dans ma circonscription de Kamloops-Shuswap où le taux de chômage officiel atteint aujourd'hui 20.3 p. 100. En termes réels, cela veut dire que plus de 10,000 personnes de cette région touchent officiellement l'assurance-chômage; il y a plus de 5,500 assistés sociaux et des centaines d'autres personnes qui n'ont droit ni à l'assurance-chômage ni aux prestations d'aide sociale. Il y a les propriétaires de petites entreprises qui ne peuvent compter sur aucune aide. Il y a 2,500 jeunes âgés de moins de 25 ans qui sont sans emploi. La ministre leur dit de ne pas s'inquiéter, car

Canada au travail leur donnera des emplois. Alors qu'il y a plus de 15,000 chômeurs, Canada au travail pourra peut-être fournir 200 emplois au cours des mois à venir. La ministre de l'Emploi et de l'Immigration nous dit de faire confiance au gouvernement et d'être patients, car le secteur privé de Kamloops créera très prochainement des centaines et même des milliers d'emplois.

J'étais dans ma circonscription, le week-end dernier, et j'ai rencontré trois groupements d'entreprises. Ces représentants des PME m'ont dit qu'ils essayaient de survivre et qu'il ne pouvait être question d'expansion. Ils espèrent seulement éviter la faillite. J'ai également rencontré les représentants d'une association de pasteurs de plusieurs Églises de la région de Kamloops. Ils m'ont dit que si la situation ne changeait pas du tout au tout au cours des prochains mois, il y aurait de la violence, des émeutes et des effusions de sang. Voilà ce que m'ont dit ces pasteurs qui dirigent des congrégations. Il s'agit de personnes qui, non seulement éprouvent de la compassion, mais comprennent ce qui se passe dans les rues de Kamloops.

• (1110)

Je vois rire le député d'en face. Les chefs des Églises ont dit qu'il y aurait des effusions de sang et de la violence dans ces localités à cause de la politique économique des pouvoirs publics. Je ne partage pas nécessairement ce point de vue. Je me contente de rapporter les opinions des chefs religieux de ma région.

Ce matin, j'ai reçu une lettre d'un jeune homme qui travaillait depuis 12 ans, mais qui a perdu son emploi il y a quelques mois. Il a épuisé ses prestations d'assurance-chômage. Il y a quelques semaines, il est allé au bureau de l'aide sociale demander une subvention, mais on lui a dit qu'il n'y avait pas droit parce que sa femme travaillait et gagnait \$525 par mois. Le couple paie un loyer de \$375 pour un appartement très modeste. B.C. Hydro vient de lui envoyer une facture d'électricité de \$148, pour deux mois. Monsieur le Président, il leur reste \$2 pour subsister jusqu'à la fin du mois, \$2 pour la nourriture et les autres nécessités de la vie.

Ce jeune mari est un homme fier, qui a perdu tout espoir. Les fonctionnaires lui disent qu'il n'a droit à aucune allocation, mais qu'il obtiendra peut-être dans deux ou trois mois un supplément mensuel de \$60 s'il en fait la demande. Des députés devraient essayer de vivre avec \$2 par mois. Cet homme fier va être forcé d'aller en ville faire la queue pour avoir de quoi manger. S'il a de la chance, il obtiendra un panier de provisions après avoir fait la queue durant au moins une heure, car il arrive que les stocks soient épuisés à la fin de la journée et qu'il faille se réapprovisionner. Cet incident est survenu dans ce qui a toujours été une des plus riches régions du Canada, dans une province nantie. Habituellement florissante, la province de la Colombie-Britannique est dans une impasse économique, monsieur le Président.